



TECHNOPOLICE



TECHNOPOLICE



Résister à la surveillance totale de nos villes et de nos vies

Septembre 2019

Partout sur le territoire français, la Smart City (ou « ville intelligente ») révèle son vrai visage : celui d'une mise sous surveillance totale de l'espace urbain à des fins policières.

À Toulouse, Valenciennes, Strasbourg ou Paris, on expérimente la vidéosurveillance dite « intelligente » car fondée sur le traitement automatisé des flux vidéos, et capable de faire de la reconnaissance faciale ou de détecter des comportements jugés anormaux. À Saint-Étienne, une startup s'allie avec la mairie pour déployer des micros dans l'espace urbain afin d'alerter la police en cas de bruit suspect. Même chose à Paris pour surveiller les bars trop bruyants.

À Marseille ou à Nice, des industriels comme Thalès ou Engie avancent main dans la main avec les élu-es pour pousser leurs projets de « Safe City », sorte de couteaux suisses sécuritaires qui vont de la reconnaissance des émotions dans l'espace public urbain à l'interconnexion massive de bases de données à des fins de police prédictive, en passant par la surveillance des réseaux sociaux. Les technologies informatiques comme le Big Data et l'Intelligence Artificielle sont la clé de voûte de ces différents projets. Ce sont elles qui doivent permettre d'analyser toutes les données que l'on saura produire ou collecter, établir des corrélations, faire des recoupages statistiques, tracer des individus ou administrer des lieux.

La soi-disant Smart City fait ainsi de la Technopolice notre futur. Sous couvert d'optimisation et d'aide à la décision, elle transforme l'espace public tout entier pour en faire une vaste entreprise de surveillance. Une surveillance macroscopique d'abord, dédiée à un pilotage serré et en temps réel des flux de population et de marchandises, au travers d'une gestion centralisée depuis un centre de commandement hyperconnecté. Puis une surveillance rapprochée des individus et des groupes : dès que des comportements « suspects » seront détectés, les appareils répressifs pourront fondre sur eux, « neutraliser la menace » et réprimer la moindre petite infraction à l'ordre public. Ou à l'inverse récompenser les citoyen-n-es jugé-es vertueu-ses.

Sauf qu'il suffit de regarder dans le miroir que nous tendent l'histoire ou d'autres régions du monde pour savoir vers quoi la Technopolice nous conduit : renforcement des discriminations et de la ségrégation, musellement des mouvements sociaux, dépolitisation de l'espace public, automatisation de la police et du déni de justice, déshumanisation toujours plus poussée des rapports sociaux. Tout cela, et plus encore, au prix d'un gigantesque gâchis financier et écologique, puisqu'il faudra bien de l'argent public, des terres rares, de l'électricité et bien d'autres ressources pour déployer et faire tourner toutes ces infrastructures.

En dehors de quelques applications en apparence consensuelles, la Smart City servira surtout à conforter le pouvoir des marchands de peur, et à masquer le plus longtemps possible l'ineptie de leurs politiques. Les technocrates misent sur le Plan et la Machine pour réguler nos villes et nos vies. En lieu et place de la polis entendue comme Cité démocratique, comme espace pluraliste, lieu de déambulation, de rencontres imprévisibles et de confrontation à l'altérité, ils veulent mettre la ville en coupe réglée. La technopolice ressemble à un gigantesque tube à essai dans lequel les formes les plus avancées du contrôle social pourront être mises au point.

Contre cette dystopie que préparent ceux qui prétendent nous gouverner, nous appelons à une résistance inflexible.

Rendez-vous sur technopolice.fr

Résister à la surveillance totale de nos villes et de nos vies

Septembre 2019

Partout sur le territoire français, la Smart City (ou « ville intelligente ») révèle son vrai visage : celui d'une mise sous surveillance totale de l'espace urbain à des fins policières.

À Toulouse, Valenciennes, Strasbourg ou Paris, on expérimente la vidéosurveillance dite « intelligente » car fondée sur le traitement automatisé des flux vidéos, et capable de faire de la reconnaissance faciale ou de détecter des comportements jugés anormaux. À Saint-Étienne, une startup s'allie avec la mairie pour déployer des micros dans l'espace urbain afin d'alerter la police en cas de bruit suspect. Même chose à Paris pour surveiller les bars trop bruyants.

À Marseille ou à Nice, des industriels comme Thalès ou Engie avancent main dans la main avec les élu-es pour pousser leurs projets de « Safe City », sorte de couteaux suisses sécuritaires qui vont de la reconnaissance des émotions dans l'espace public urbain à l'interconnexion massive de bases de données à des fins de police prédictive, en passant par la surveillance des réseaux sociaux. Les technologies informatiques comme le Big Data et l'Intelligence Artificielle sont la clé de voûte de ces différents projets. Ce sont elles qui doivent permettre d'analyser toutes les données que l'on saura produire ou collecter, établir des corrélations, faire des recoupages statistiques, tracer des individus ou administrer des lieux.

La soi-disant Smart City fait ainsi de la Technopolice notre futur. Sous couvert d'optimisation et d'aide à la décision, elle transforme l'espace public tout entier pour en faire une vaste entreprise de surveillance. Une surveillance macroscopique d'abord, dédiée à un pilotage serré et en temps réel des flux de population et de marchandises, au travers d'une gestion centralisée depuis un centre de commandement hyperconnecté. Puis une surveillance rapprochée des individus et des groupes : dès que des comportements « suspects » seront détectés, les appareils répressifs pourront fondre sur eux, « neutraliser la menace » et réprimer la moindre petite infraction à l'ordre public. Ou à l'inverse récompenser les citoyen-n-es jugé-es vertueu-ses.

Sauf qu'il suffit de regarder dans le miroir que nous tendent l'histoire ou d'autres régions du monde pour savoir vers quoi la Technopolice nous conduit : renforcement des discriminations et de la ségrégation, musellement des mouvements sociaux, dépolitisation de l'espace public, automatisation de la police et du déni de justice, déshumanisation toujours plus poussée des rapports sociaux. Tout cela, et plus encore, au prix d'un gigantesque gâchis financier et écologique, puisqu'il faudra bien de l'argent public, des terres rares, de l'électricité et bien d'autres ressources pour déployer et faire tourner toutes ces infrastructures.

En dehors de quelques applications en apparence consensuelles, la Smart City servira surtout à conforter le pouvoir des marchands de peur, et à masquer le plus longtemps possible l'ineptie de leurs politiques. Les technocrates misent sur le Plan et la Machine pour réguler nos villes et nos vies. En lieu et place de la polis entendue comme Cité démocratique, comme espace pluraliste, lieu de déambulation, de rencontres imprévisibles et de confrontation à l'altérité, ils veulent mettre la ville en coupe réglée. La technopolice ressemble à un gigantesque tube à essai dans lequel les formes les plus avancées du contrôle social pourront être mises au point.

Contre cette dystopie que préparent ceux qui prétendent nous gouverner, nous appelons à une résistance inflexible.

Rendez-vous sur technopolice.fr